

Séminaire international

« *Crises, inégalités et remises en question de la démocratie*
(*Approches croisées Nords-Suds*) »,

Isabel Georges (IRD), Cibele S. Rizek (USP), Sylvie Capitant (Paris I), Charlotte Guénard (Paris I) et Gaëlle Gillot (Paris I)

PROJET

Le séminaire international "*Crises, inégalités et remises en question de la démocratie (Approches croisées Nords-Suds)*", organisé par l'UMR 201 aura lieu les 14 et 15 novembre 2019, au Cnam-Lise, à Paris, et à l'UMR 201 Développement et Sociétés (IRD-IEDES-Paris I), dans le Jardin Tropical, à Nogent-sur-Marne. Il sera composé d'une journée d'études destinée à un plus large public (15/11/19) ; et d'une journée de workshop (14/11), réservée aux doctorants et jeunes chercheur.e.s issu.e.s des Suds et/ou réalisant des terrains aux Suds, organisée par des doctorants, en collaboration avec des chercheur.e.s du Sud, destinée aux doctorant.e.s et jeunes chercheur.e.s du Cnam-Lise et de l'IEDES-Paris I.

Le séminaire international "*Crises, inégalités et remises en question de la démocratie (Approches croisées Nords-Suds)*" est organisé, de façon transversale, par des enseignant.e.s-chercheur.e.s et des chercheur.e.s de l'Université de Paris I et de l'IRD, ainsi qu'avec une de nos partenaires du Sud, chercheuse associée à l'UMR 201, et co-coordinatrice du Laboratoire Mixte International « Social activities, gender, markets and mobilities from below (Latin America) » - LMI SAGEMM, jusqu'à fin 2018.

Ce séminaire international s'inscrit dans la suite d'une série de séminaires internationaux construits initialement dans le cadre du LMI SAGEMM (2016-2018), comme le séminaire de recherche portant sur le renversement de la conjoncture au Brésil, « Temps du social et de la politique », réalisé à l'Université de São Paulo (Brésil)¹ ; Séminaire international « (Re)penser la conjoncture en Amérique latine : échelles, territoires et acteurs » (Juin 2017, UMR 201, Nogent-s-Marne, France) ; Séminaire international « Le gouvernement par les crises : la gestion des inégalités » (Janvier 2019, UMR 201, Nogent-s-Marne) ; Séminaire international « La crise de la démocratie et le néolibéralisme à la lumière de la situation brésilienne » (Mars 2019, CNAM, Paris) ; et dont le séminaire international proposé permettra d'approfondir le dialogue scientifique Nords-Suds à la fois en intensifiant le débat entre chercheurs spécialistes de domaines (Travail et emploi, protection sociale et développement durable) et de régions géographiques (Amérique latine, Afrique) dont les résultats sont rarement croisés comme en interrogeant les relations transnationales et formes de médiation entre ces régions.

¹ Séminaire qui a donné lieu à la publication du premier livre de la collection du LMI SAGEMM *Tempos do social e da política* (São Paulo, Alameda, 2018).

La crise – un nouvel instrument technique de gestion du social (et du politique) ? Une 'crise', ou plutôt des crises dont on peut se demander si le fait de les annoncer et les cris d'alarme qu'elle suscite ne sont pas des prétextes à faire *tabula rasa* pour redéfinir une nouvelle direction faisant fi des acquis sociaux obtenus ou envisagés. À moins, comme certains plus optimistes le pensent, que ce ne soit un des derniers et vains soubresauts d'un capitalisme alimenté par un *New public management* spécialisé dans les usages perniciose de la crise ? Devant la démultiplication des crises de nature diverse qui éclatent aux quatre coins du monde, il s'agira, dans ce séminaire de recherche, d'une part d'interroger la production (et la gestion) des crises (économique, politique, sociale, environnementale, de santé, sécuritaire, migratoire, etc.) à l'échelle mondiale et locale comme nouveau dispositif de gouvernementalité à l'ère néolibérale – dans un mouvement inverse d'une perspective de la reconnaissance des droits individuels et collectifs – dans le cadre plus large des relations géopolitiques dans lesquelles elles émergent. Dans ce contexte, un intérêt particulier sera porté aux articulations entre échelles, aux relations intersectorielles et transnationales comme à la diversité des points de vue situés.

Par ailleurs, on observe en parallèle un renversement, parfois brutal, de la conjoncture politique, avec le démantèlement de ce qui avait été appelé les « nouvelles » politiques sociales dans certaines parties du monde, mais aussi des préoccupations autour des Objectifs du Millénaire ou encore des Objectifs du Développement Durable qui cèdent la place à des solutions autoritaires (ou se mettent en place dans ce cadre). Qui est à l'origine de la production de ces crises, dans quels contextes sont-elles définies comme telles et à quels intérêts répondent-elles ? À quoi ces crises servent-elles ? Ou, pour le dire autrement, qu'est-ce que décréter la crise permet de faire/d'imposer/de tester, où, comment, par qui ?

Si l'Amérique latine a constitué, pendant plus de 20 ans, un laboratoire de politiques sociales, dans plusieurs pays de la région ce cycle de gouvernements considérés plus « progressistes », et les consensus sous-jacents de leurs formes de gouvernementalité s'estompent actuellement par des renversements de conjoncture brutaux, associant une recrudescence des inégalités au-delà des niveaux au départ du cycle, la censure de l'information et la répression violente, remettant en question les fondements institutionnels de ces démocraties encore jeunes. Dans ce contexte, comment donc qualifier ces crises qui se répètent, déplacent et ajustent au sein de la région (et au-delà) ; qu'est-ce qui les rapprochent et les différencient ; dans quelle mesure cette dimension du néolibéralisme renouvelé qui est le gouvernement par la(les) crises qui en renforce la dynamique sous-jacente, correspondrait ou répondrait à des inégalités structurelles régionales pré-existantes, ou alors en modifierait les contours, les renforçant et/ou les exacerbant ; quelles « territoires circulatoires » seraient en voie d'émergence dans la région ?

Le secteur de l'exploitation/d'extraction minière est emblématique d'un certain nombre de dynamiques plus récentes en Amérique latine, mais constitutif de l'implantation de ces secteurs dans certaines régions d'Afrique, comme par exemple au Burkina Faso ou en Guinée. En effet, l'ouverture radicale du marché latino-américain aux corporations et multinationales du secteur va de pair avec l'abandon de l'ébauche de constitution d'un État social et de garantie de droits sociaux réalisée jusqu'au milieu de la décennie pour ouvrir largement la voie à une gestion privée du social, voire à un nouveau gouvernement humanitaire. Dans cette région, comme dans d'autres régions du Sud, en particulier, ces entreprises multinationales opèrent pour le compte des pays du Nord, et notamment pour en assurer les piliers de l'État-social, en dépit des politiques néolibérales qui y font rage également. Ainsi, les retraites Canadiennes reposent sur les dividendes des entreprises Canadiennes multinationales introduites en bourse, qui explorent des mines dans les Suds, en détriment des droits des populations locales, d'accès à la terre comme de « la vie nue ».

L'objectif de ce séminaire international sera ainsi d'amorcer le débat sur un sujet d'actualité brûlant (dans la région du Minas Gerais, au Brésil, où, pendant les 3 dernières années, se sont rompus deux barrages laissant une région dans le désarroi, actuellement 45 barrages courent le risque d'effondrement immédiat, sans que ne serait-ce cette information circule) qui révèle de façon emblématique les relations transnationales paradoxales d'une nouvelle ère néo-libérale, dont la violence ne réside non seulement dans la menace et la répression de la dissidence mais aussi dans la manière avec laquelle la protection sociale est transformée en « commodity ». Ainsi, il s'agira d'ouvrir le dialogue entre des chercheur.e.s travaillant sur l'Amérique latine avec ceux et celles travaillant sur d'autres régions, où ce type d'activité est dès le départ associé à des formes de marchandisation du social et implémenter ainsi un nouveau agenda de recherche partagé au croisement de différents réseaux de recherche sous l'égide de l'UMR 201 ; et en impliquant activement des doctorants et jeunes chercheur.e.s du Sud, comme du Nord. Il s'agira donc de poser des jalons pour des comparaisons entre territoires du « Sud global », visibilisant ainsi la volonté conjointe de l'IRD, de l'Université de Paris I et du CNAM-Lise, pour développer l'enseignement et la recherche, et l'enseignement par la recherche, d'excellence à l'international.

PROGRAMME

Jeudi, 14 Novembre 2019

LOCAL : CNAM - 292 rue St Martin, salle 17.1.07 (accès 17, 1^o étage et salle 07)

9h30h-17h30 - *Workshop – Approches multi-scalaire et multi-située de la conjoncture, organisé par des Jeunes chercheurs Suds* (réseau SAGEMM)

WORKSHOP

État, marché(s) et formes de mobilisation sociale

L'objectif de cet atelier se présente comme une possibilité de dialogue entre de jeunes chercheurs liés à différentes institutions et pays, à différents stades de formation ou dans différents champs de la sociologie. Son objectif est de susciter une réflexion sur le problème de la gouvernamentalité contemporaine, notamment face à d'importants changements dans les formes de sociabilité et ses dimensions politiques actuelles, ainsi que dans ses relations avec l'État, les pratiques de marché et les diverses formes de mobilisation sociale.

Certaines hypothèses pour la formulation de cet atelier sont le résultat d'activités de recherche et d'interlocutions ancrées dans le cadre du réseau SAGEMM (« Social activities, gender, markets and mobilities from below (Latin America) », en particulier les discussions sur la construction contemporaine de la légitimité politique, la production de la demande de programmes et de politiques sociales et leurs modes de "capture". Ces thèmes, explorés de manière multi-scalaire et dans leurs différentes temporalités, nécessitent l'analyse et la prise en compte d'éléments transversaux parmi divers objets de recherche, agents, pratiques, attributions et sens autour de la gouvernamentalité.

Nous proposons donc une analyse centrée sur la conjoncture latino-américaine actuelle - qui s'est révélée être un véritable laboratoire du « gouvernement par la crise », mettant l'accent sur le douloureux passage entre expériences de création et d'implémentation de politiques sociales innovantes à un moment que l'on peut qualifier de « nécro-politique » (extinction des réserves autochtones, dissolution et / ou réduction des droits sociaux, disqualification des minorités, destruction de l'environnement, autorisation d'utiliser des pesticides, impunité des forces de l'ordre qui ont commis des assassinats, encouragement à l'appel de violence privée et ses articulation à une logique de milice, etc.).

Ce workshop devra s'appuyer sur le partage et la discussion de résultats de recherches récentes (conclues ou en cours). La réunion se déroulera en deux étapes. Dans un premier temps, les participants présenteront leurs recherches individuelles afin de faire émerger des pistes et des potentialités analytiques multi-scalaires. Les présentations seront organisées en trois axes, correspondant chacun à un domaine thématique: 1) la dimension du travail et de ses transformations contemporaines ; 2) celle des conflits et des crises autour des questions extractives, environnementales et d'accès à la terre ; et 3) la production d'espaces urbains et de territorialités. Dans un deuxième temps, l'objectif sera la confrontation des différentes pistes interprétatives, afin de dégager de nouveaux schèmes analytiques et des catégories d'analyse transversales. Les intersections potentielles entre les thèmes détectés collectivement et les résultats de la recherche conduiront à l'identification de processus et d'éléments structurants, ainsi qu'à leurs qualifications en termes de rationalités, de temporalités et de spatialités

diverses, dans un « jeu d'échelles » dont les étendues spatiales et temporelles relevant restent à définir en fonction des questions de recherches.

L'horizon du workshop est la (re)création d'un espace de collaboration scientifique axé sur l'exercice de la « créativité analytique » et le renforcement des outils théorico-méthodologiques afin de faire la lumière sur les relations complexes entre l'État dans toutes ses dimensions et articulations internes comme externes et de ses agents aux statuts divers, les pratiques du marché(s) et les formes de mobilisation sociale. Les redéfinitions des frontières brouillées entre les sphères publics et privés, perçues non pas comme des figures distinctes et étanches, mais comme un jeu de relations où les acteurs évoluent entre les différentes sphères - comme leurs mécanismes, feront apparaître la place et les possibilités d'émergence du politique, dans le sens de la légitimité du dissensus

9h30 **Table d'ouverture et mise en perspective méthodologique** : Isabel Georges (IRD), Cibele S. Rizek (USP), Pablo Jaramillo (Universidade de los Andes)

10h00-11h30 - **Table ronde I : Le travail et ses transformations contemporaines** – Discutant : Christian Azaïs (LISE-CNAM)

Participants : Tarcísio Araújo Filho (UFSCar/LISE-CNAM) ; Raquel Oliveira Lindôso (Unicamp/Paris); Miranda Zamberlan Nedel (USP-IAU) ; Arthur Jan (LISE-CNAM) ; Pablo Rotelli (Paris 1/IEDES/IRD)

11h30 - 12h30 - **Table ronde II : Question environnementale et gestion par la crise** – Discutant : Henri Acelrad (UFRJ)

Participants : Jessica Pires Cardoso (UFSCar/LADYSS); Alex Arbarotti (École des Ponts et Chaussées)

12h30-14h - Pause déjeuner

14h-15h30 – **Table III : Production de l'espace urbain e des territorialités** – Discutante : Cibele S. Rizek (USP-IAU)

Participants : Thalles Breda (UFSCar); Huana Carvalho (USP-IAU/ENS Lyon); Ricardo de Jurca Lima (USP-IAU); Camila Moreno (USP-IAU/Universidade Paulista - UNIP)

15h30-16h - Discussion générale et médiation : Christian Azaïs (LISE-CNAM), Henri Acelrad (UFRJ), Cibele S. Rizek (USP-IAU), Isabel Georges (IRD), Pablo Jaramillo (Universidade de los Andes)

16h30-17h30 – **Conférence ouverte**

Pablo Jaramillo (Universidade de los Andes) : Les enjeux théoriques et méthodologique d'une approche multi-scalaire et multi-située

Vendredi, 15 Novembre 2019

LOCAL : UMR 201 Développement et Sociétés/IEDES/Paris I, Amphithéâtre du bâtiment 1, Nogent-sur-Marne

9h00-9h30 Table d'ouverture : Isabel Georges (IRD), Cibele S. Rizek (USP), Sylvie Capitant (Paris I), Charlotte Guénard (Paris I) et Gaëlle Gillot (Paris I)

9h30-12h30 - **Table ronde I** : « *Déconstructions du travail et de la protection sociale : regards croisés France-Amérique latine* »

Christian Laval (Université Paris Nanterre), « Le « nouveau » néolibéralisme : un changement d'échelle et/ou de nature ? »

Christian Azais (Cnam-Lise), « Les zones grises d'emploi dans une perspective Nords-Suds »

10h30-11h – Pause café

Cibele S. Rizek (USP-IAU, Brésil), « D'une crise à l'autre : de la fragilité de l'État social brésilien au dispositif de gouvernement »

Colette Bec (Cnam-Lise), « L'émergence de la sécurité sociale en France : un effet de conjoncture ? »

Discutante : Gaëlle Gillot (Paris I)

12h30-14h – Déjeuner

14h-18h00 - **Table ronde II** : « *De l'exploration du travail à la gestion privée du social : rapports Nords-Suds dans le secteur de l'exploitation minière* »

Henri Acselrad (UFRJ, Brésil), « Corporations multinationales, conflits territoriaux et droits des populations »

Pablo Jaramillo (Universidad de Los Andes, Colombie), « Les mécanismes de la protection sociale entre l'action publique et l'initiative privée »

16h00-16h30 Pause café

Sylvie Capitant (Université de Paris I), « Multinationales et économies morales : l'émergence du social comme contrepartie ? (Burkina Faso) »

Discutante : Isabel Georges (IRD)

Discussion finale : Charlotte Guénard (Université de Paris I)

Enseignant.e.s - chercheur.e.s invité.e.s :

Pablo Jaramillo (Universidade de Los Andes, Colombie/chercheur associé UMR 201), enseignant-chercheur au département d'Anthropologie de l'Université de los Andes, Bogotá, Colombie. Doctorat en anthropologie sociale à l'Université de Manchester. Chercheur associé de l'UMR 201. Il travaille sur les mécanismes de la protection sociale entre l'action publique et l'initiative privée, dans une perspective genrée.

Henri Acselrad (UFRJ, Brésil),

Professeur à l'Institut de Recherche et Planification Urbaine et Régionale de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (IPPUR/UFRJ) et chercheur au CNPq. Docteur en Planification, Économie publique et Aménagement du territoire à l'Université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne) (1980). Ses recherches plus récentes portent sur les conflits environnementaux et les politiques territoriales des corporations au Brésil.

Cibele S. Rizek (USP-IAU, Brésil/chercheuse associée UMR 201),

Professeure de sociologie à l'Université de São Paulo, à l'Institut d'Architecture et d'Urbanisme et au Centre d'études des droits de la citoyenneté (Cenedic). Ses recherches plus récentes portent sur les programmes d'habitation et politiques d'accès aux logements sociaux et les politiques sociales du période « luliste ».

Christian Azaïs (Cnam-Lise),

Professeur de sociologie au CNAM (EPN Travail), membre du LISE (Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique). Ses recherches portent sur le travail, les formes de mise au travail, les relations du travail et de l'emploi dans une perspective croisée France-Brésil.

Christian Laval (Université de Nanterre)

Professeur de sociologie à l'Université de Paris X – Nanterre, il est spécialiste du libéralisme et de la théorie utilitariste de Jeremy Bentham ; l'école néo-libérale et plus récemment, il étudie le néo-libéralisme et ses alternatives dans plusieurs régions du monde.

Colette Bec (Cnam-Lise),

Professeur de sociologie à l'Université Paris-Descartes et membre du laboratoire interdisciplinaire de sociologie économique du CNRS. Ses recherches portent sur les conditions d'émergence et les transformations de l'État social sous toutes ses facettes.